

L'ancien ministre Thierry BRETON, commissaire européen, chargé du Marché intérieur, de nouveau proposé par le président de la République, M. Emmanuel MACRON, pour siéger de nouveau à la Commission européenne

L'ancien ministre Thierry BRETON, commissaire européen, chargé du Marché intérieur, de nouveau proposé par le président de la République, M. Emmanuel MACRON, pour siéger de nouveau à la Commission européenne

L'ancien ministre Thierry BRETON, commissaire européen, chargé du Marché intérieur, de nouveau proposé par le président de la République, M. Emmanuel MACRON, pour siéger de nouveau à la Commission européenne

L'ancien ministre Thierry BRETON, commissaire européen chargé au Marché intérieur depuis 2019, devrait de nouveau siéger à la Commission européenne, dont la présidente sortante, Mme Ursula von der LEYEN, vient d'être reconduite (cf. BQ du 22/07/2024).

Le président de la République, M. Emmanuel MACRON, a en effet officiellement proposé sa reconduction comme membre de la Commission dans une lettre adressée à Mme Ursula von der LEYEN. Son portefeuille pourrait cependant évoluer.

Né en janvier 1955, ingénieur de l'Ecole supérieure d'électricité (Supelec), M. Thierry BRETON fut notamment professeur à l'Ecole supérieure d'informatique, d'électronique et d'automatisme (ESIEA) puis au lycée français de New York, avant de fonder en 1981 la société Forma-Systèmes spécialisée dans le génie logiciel et les services, dont il fut président-directeur général jusqu'en 1986. A cette date, il rejoignit comme conseiller le cabinet de René MONORY, alors ministre de l'Education nationale, où il fut chargé de l'informatique et des nouvelles technologies. Il devint parallèlement chef du projet puis directeur général du Futuroscope de Poitiers (1986 à 1988). Elu conseiller régional (DVD) de Poitou-Charentes en mars 1986, M. BRETON devint en 1988 vice-président du conseil régional de Poitou-Charentes (jusqu'en 1992). En novembre 1993, il rejoignit le groupe Bull où il exerça successivement les fonctions de directeur de la division "System operations" et de directeur de la stratégie et du développement, avant de devenir directeur général adjoint (1994-1996), administrateur délégué puis vice-président-directeur général du groupe, de septembre 1996 à mars 1997. Nommé en mars 1997 président de Thomson SA (devenue TSA en février 2003) et président-directeur général de Thomson Multimédia, il occupa ces fonctions jusqu'en octobre 2002, date à laquelle il fut nommé président-directeur général de France Télécom. M. BRETON quitta la présidence du groupe en mai 2005 pour devenir ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie du 3ème gouvernement de M. Jean-Pierre RAFFARIN de février à mai 2005, puis du gouvernement de M. Dominique de VILLEPIN de juin 2005 à mai 2007. Après son départ du ministère de l'Economie et des Finances, M. BRETON occupa un poste d'enseignant sur les questions de gouvernance à l'Université de Harvard. Nommé en septembre 2007 senior advisor de Rothschild et Cie, Banque (Rothschild North America), il fut président du directoire puis, à la suite du changement de statut de la société (février 2009), président-directeur général d'Atos Origin, devenue Atos en 2011, d'Atos SE en mai 2012. Il fut parallèlement président du conseil d'administration de Worldline (ex-Atos Worldline) de 2014 à 2019, et présida le conseil d'administration de Bull de 2014 à 2017. M. Thierry BRETON fut nommé commissaire européen, chargé du Marché intérieur, en décembre 2019. Président de l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT) de 2015 à 2019, membre de l'Académie des technologies depuis décembre 2015, il présida le Comité stratégique de Sorbonne Université, chargé de piloter la campagne "Bienvenue au futur" en 2018-2019.

Rappelons (cf. BQ du 26/07/2024) que la présidente de la Commission européenne Ursula von der LEYEN a adressé la semaine dernière une lettre aux dirigeants des 26 Etats membres (l'Allemagne étant déjà représentée) pour les informer du processus de sélection des futurs membres de la Commission européenne.

Chaque pays devra proposer d'ici le 30 août deux candidats - un homme et une femme - pour siéger à ses côtés, y demande-t-elle, en réaffirmant son objectif d'avoir une Commission paritaire. Plusieurs ont déjà proposé un candidat unique : les ministres Michael MCGRATH (Irlande), Teresa RIBERA (Espagne), Jessika ROSWALL (Suède) et Jozef SIKELA (République Tchèque), la députée européenne Henna VIRKKUNEN (Finlande) et l'ancien président de la Cour des comptes Tomaz VESEL (Slovénie). Rappelons que les fonctions de Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité reviendront à l'Estonienne Kaja KALLAS. "La seule exception est (...) lorsqu'un commissaire en exercice reste", a-t-elle précisé. Le cas pourrait s'appliquer, outre M. Thierry BRETON, à l'Autrichien Wopke HOEKSTRA, au Belge Didier REYNDEERS, à la Croate Dubravka SUJICA, au Grec Margaritis SCHINAS, au Letton Valdis DOMBROVSKIS, au Néerlandais Wopke HOEKSTRA, au Slovaque Maros SEFCOVIC.

Avant même cette échéance, Mme von der LEYEN souhaite entamer les entretiens à la mi-août. A cette échéance, la France au moins ne disposera pas de gouvernement à en croire le président de la République Emmanuel MACRON qui pourra ainsi faire seul ce choix, que le RN lui disputait lorsqu'il se projetait à Matignon.

En septembre, la présidente de la Commission en accord avec le Conseil adoptera la liste de candidats et déterminera leurs portefeuilles. Puis, les sélectionnés seront auditionnés individuellement par les commissions compétentes, qui se prononceront ensuite par un vote. Si son candidat est rejeté, le pays dispose d'un mois pour en présenter un nouveau. Après cette étape cruciale, le Parlement entérinera la nouvelle Commission lors d'un vote solennel en plénière, en octobre ou en novembre, puis le Conseil européen nommera officiellement la Commission en statuant à la majorité qualifiée.